

Pour un référendum sur le maintien ou l'arrêt immédiat de l'immigration !



De nouvelles lois sur l'immigration vont encore être proposées par un pouvoir incapable et aux abois, pour ne rien résoudre ! Il est temps, pour nous Français, de faire entendre notre voix afin de retrouver la maîtrise de notre destin, reprendre des mains de « l'Union européenne » néo-libérale les clés de notre pays face à une immigration massive de peuplement qui nous est imposée par les dirigeants politiques et économiques de la France, tous partisans jusqu'à aujourd'hui d'une mondialisation sans frein !

Cela fait plusieurs décennies que le corps national est en souffrance, au grand mépris des Présidents et de leurs ministres de l'Intérieur successifs, qui ont laissé et laissent les frontières simultanément ouvertes aux délocalisations massives des emplois industriels et aux filières d'une immigration, souvent issue de civilisations et d'États hostiles, animés par un désir de revanche sur la France, sur l'Occident !

Aujourd'hui, les élus, les politiciens et leurs partis

n'incarnent plus la volonté nationale, l'État affaibli s'efface et laisse faire, le patriote est montré du doigt au profit d'un individu anesthésié par un discours de déni et la consommation mondialisée. La peur nourrit le fatalisme au moment même où la France est menacée d'effondrement !

La trop nombreuse immigration modifie en profondeur le visage et la personnalité de la France dans de nombreuses villes, quartiers et campagnes ; rejette de plus en plus nos valeurs et nos lois pour imposer dans l'Éducation nationale mais aussi dans tous les secteurs d'activité, une vision, des règles et coutumes souvent obscurantistes et rétrogrades, appartenant à d'autres civilisations non européennes ; civilisations totalitaires comme l'islam qui, persuadé de sa supériorité divine, impose de nombreuses discriminations (exemples du voile islamique rejeté par la remarquable révolte des femmes iraniennes et de la séparation des sépultures entre musulmans et non-musulmans jugés impurs) !

Plusieurs États (Maghreb-Asie) et organisations du Moyen-Orient exercent, par l'intermédiaire de leurs réseaux diplomatiques, politiques, religieux et para-militaires, un strict contrôle des communautés immigrées pour étendre leur influence par infiltration de tous les niveaux de la société française et peser ainsi sur les choix des autorités afin qu'elles prennent des décisions qui, souvent, vont à l'encontre des valeurs civilisationnelles, des lois républicaines et laïques et des intérêts stratégiques de la France !

Pire, certains de ces États et réseaux politico-miliciens étrangers sont complices ou associés aux mafias et trafiquants de drogue, issus eux aussi de l'immigration non européenne, qui facilitent l'entrée et la diffusion en France de drogues et produits stupéfiants, pervertissant ainsi, jusque dans nos villages, les cœurs et les mœurs de nos enfants. Ces trafiquants, délinquants et très violents, dont les activités ont été trop longtemps tolérées à la suite d'un calcul

financier irresponsable de l'État, affaiblissent, de surcroît, les fondations de notre économie par la création d'une économie parallèle où règne un argent facile et illégal venant concurrencer les valeurs de l'effort et du progrès ; valeurs pourtant indispensables pour affronter les immenses défis auxquels la France est aujourd'hui confrontée.

Rappelons-nous qu'actuellement le Danemark, la Suède, autrefois des pays socio-démocrates accueillants et aujourd'hui menacés de submersion démographique et culturelle, bloquent et tentent de contrôler l'immigration, au moment même où les autorités politiques et judiciaires de la Hollande et de la Belgique voient leur intégrité physique directement et ouvertement menacée par la puissante mafia marocaine de la drogue.

Nous sommes, là, en présence d'une sorte de « guerre de l'opium » à l'envers, où la banalisation de la consommation du cannabis, de la cocaïne, de l'héroïne, des drogues de synthèse a aussi pour objectif d'affaiblir toute capacité de réaction, de conduire au renoncement, à la soumission et à l'effondrement.

Un sursaut référendaire citoyen s'impose donc en ce moment vital pour la France, où nous ne pouvons plus compter sur les dirigeants et professionnels de la politique français, prisonniers :

- de leurs irréalistes idéologies et visions du monde,
- de leur vénalité insatiable les soumettant à l'influence des puissances étrangères,
- des pressions électorales pratiquées par les communautés issues de l'immigration !

Nous demandons en conséquence la tenue d'un référendum sur le maintien ou l'arrêt immédiat de l'immigration ! Il s'agit d'un enjeu majeur de défense nationale !

Marcel GIRARDIN

Citoyen français sans aucune attache partisane

Le 24 mars 2023